



LE MONDE. *diplomatie*

QUELLE JOIE
LE ROCK'N'ROLL

PAR DIDIER WAMPAS

Page 28.

5,90 € - Mensuel - 28 pages

N° 868 - 73^e année. Juillet 2026

LES ÉTATS GÉNÉRAUX OUBLIÉS DE 1945

Le droit de rêver

Et si l'on demandait aux citoyens de réinventer une France en ruines ? En 1945, des milliers d'habitants participent à une vaste consultation lancée par la Résistance pour imaginer le pays de demain. Longtemps oubliée, cette expérience démocratique ouvre une fenêtre fascinante sur les espoirs, les utopies et les fractures de la Libération.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

L'HISTOIRE peut parfois resurgir d'un grenier. Non pas à la faveur d'une découverte spectaculaire ou d'un document secret, mais parce que des cartons oubliés finissent par être ouverts, classés, étudiés. Ainsi, pendant près de quatre-vingts ans, on n'a pas su grand-chose des « États généraux de la Renaissance française », cette vaste consultation populaire organisée en 1945 à l'initiative du Conseil national de la Résistance (CNR). Si de rares études locales existaient, aucune synthèse d'ensemble ne permettait d'en mesurer l'ampleur et l'inventivité.

En 2011, les archives de Louis Sallant (1910-1974), président du CNR, ont été versées au Centre d'histoire sociale du ^{xx}^e siècle. Vingt-sept mètres linéaires de documents répartis en 202 boîtes, dont une quarantaine consacrées à cet événement. Leur exploration par deux chercheurs(1) a permis de mettre au jour une histoire longtemps enfouie.

L'idée d'organiser des états généraux – en référence explicite à 1789 – émerge au sein de la Résistance dès septembre 1944, moins de trois semaines après la libération de Paris, alors qu'une

partie du territoire demeure occupée. Pour le CNR, l'enjeu est triple : faire connaître le programme adopté dans la clandestinité en mars 1944, élargir son assise populaire en donnant la parole aux citoyens à travers la rédaction de « cahiers de doléances », et peser sur l'action du gouvernement provisoire afin d'obtenir la mise en œuvre des réformes promises à la Libération. Le Parti communiste français (PCF) et la Confédération générale du travail (CGT) soutiennent le projet, tandis que le Parti radical, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le Mouvement républicain populaire (MRP) se montrent plus réservés. Le général de Gaulle y est ouvertement hostile, craignant que cette consultation ne limite la liberté d'action du gouvernement en lui imposant des orientations présentées comme l'expression de la volonté populaire.

Officiellement annoncés en décembre 1944, les états généraux doivent culminer au palais de Chaillot, à Paris, lors d'une réunion nationale prévue du 10 au 13 juillet 1945.

(Lire la suite page 21.)

RÉVOLTES EN SÉRIE CONTRE LES MACHINES

Tout le monde déteste l'IA



NORBERT BISKY. « Cut » (Coupe), 2014

« ILYA une bataille, dehors, qui bat son plein. Elle ébranlera vos murs. » L'air de cette chanson de Bob Dylan sur les temps qui changent a-t-il effleuré l'esprit de M. Eric Schmidt le 15 mai dernier ? Ce vendredi-là, l'ancien président-directeur général de Google et ex-conseiller du Pentagone avait revêtu la coiffe à pompon, la toge à revers jaune et le sourire satisfait pour discourir devant un parterre d'étudiants de l'université de Tucson, en Arizona, à l'occasion de la remise des diplômes. Était-ce la cinquan-

tième ou la centième fois qu'il débitait machinalement son topo sur l'intelligence-artificielle-qui-va-tout-bouleverser ? Soudain, un concert de huées et de cris de rage l'interrompt, et le tohu-bohu redouble sitôt qu'il articule ses lettres fétiches, « I » et « A ». Son sourire se fige en rictus. « Je sais ce que beaucoup d'entre vous ressentent. (...) Je comprends cette peur », lance M. Schmidt – dont la fortune dépasse 60 milliards de dollars – à des étudiants lestés d'une dette moyenne de 35 000 dollars, et dont l'IA menace d'annihiler les futurs emplois.

L'incident n'est pas isolé. Une houle contestataire enfle aux États-Unis contre le culte de l'automatisation, les ravages du tout-numérique, la prolifération des centres de données, l'arrogance et le pouvoir des élites de la tech, la corruption des élus qui se prosternent à leurs pieds. Jet de cocktail Molotov sur le domicile du fondateur d'OpenAI en avril, tirs d'armes à feu contre celui d'un conseiller municipal d'Indianapolis favorable à l'installation d'un *data*

center, manifestations locales : les indices d'un grand ras-le-bol s'empilent. Au moment où l'avant-garde du secteur – OpenAI, Anthropic – annonce des entrées en Bourse, le *Wall Street Journal* frissonne : « La seule chose qui croît plus vite que ce secteur de l'IA, c'est peut-être le sentiment négatif des Américains à son égard (1). » À en croire les enquêtes d'opinion, c'est le cas d'une majorité d'entre eux ; plus des deux tiers jugent « trop rapide » le développement de cette nouvelle technologie, y compris les 18-29 ans (64 %) (2).

PAR PIERRE
RIMBERT

Comme la plupart des changements technologiques majeurs, le déferlement de l'IA sur les sociétés n'a fait l'objet d'aucune délibération collective ni même d'une discussion publique.

(Lire la suite page 18.)

(1) Amrith Ramkumar, Katherine Blunt et Lindsay Ellis, « The American rebellion against AI is gaining steam », *The Wall Street Journal*, New York, 18 mai 2026.

(2) Mike Allen, « AI hate wave is here », *Axios*, 17 mai 2026.

COMMENT LES MARCHÉS PRÉDICTIFS S'EMPARENT DE TOUT

Parier sur la guerre comme sur un match de foot

En avril dernier, un utilisateur de Polymarket aurait utilisé un sèche-cheveux pour détraquer un capteur météo après avoir misé qu'il ferait plus de 21 °C à Roissy. Le temps qu'il fera, la prochaine guerre impériale, la candidature de Gabriel Attal, tout ou n'importe quoi : on peut contempler l'avenir du monde sur les sites de marchés prédictifs. Mais à travers quel prisme ?

PAR DAVID FUTRELLE *

DES casinos en ligne déguisés en véhicules d'investissement, où l'on peut parier sur tout et n'importe quoi : qui remportera telle ou telle compétition sportive ? Qui sera demoiselle d'honneur au mariage de Taylor Swift ? Les marchés prédictifs ont explosé ces deux dernières années. Selon TRM Labs, spécialiste de l'analyse des crypto-actifs, le volume mensuel de transactions y est passé de 1,2 milliard de dollars (1,05 milliard d'euros) début 2025 à plus de 20 milliards en janvier 2026. La valorisation cumulée des

* Journaliste. Une version de ce texte a paru dans *The Nation* (New York).

deux principales plates-formes, Polymarket et Kalshi, dépasse les 30 milliards de dollars, propulsant leurs jeunes fondateurs dans le club des milliardaires (1).

Nombreux sont ceux qui ont découvert l'existence de ces étranges créatures hybrides – mi-marchés à terme, mi-machines à sous – par le biais de récents scandales médiatiques. Début janvier, un compte Polymarket, manifestement créé une semaine avant l'opération américaine, a réalisé 400 000 dollars de profit en pariant 33 000 dollars sur la destitution du président vénézuélien Nicolás Maduro. Deux autres comptes ont engrangé un pro-

fit cumulé de 230 000 dollars (2) tandis que le Congrès n'avait même pas été informé de l'opération. Il est difficile de ne pas imaginer qu'ils étaient liés à des membres haut placés de l'administration américaine.

Et puis il y a eu l'Iran. Au mois de décembre 2025, Polymarket a commencé à prendre des paris sur une attaque américaine, pour un montant total de 529 millions de dollars (3) ; sur Kalshi, ce sont 54 millions de dollars qui ont été misés sur la neutralisation de l'ayatollah Ali Khamenei, tué le 28 février dans une attaque israélo-américaine (4).

(Lire la suite page 17.)

(1) Carlos Garcia, « Kalshi locks in \$22 billions valuation, gaining slight edge over its rival Polymarket », 20 mars 2026, <https://fortune.com>

(2) Lookonchain, 4 janvier 2026, <https://x.com> ; cf. aussi Anirban Sen, « Mystery trader garners \$400,000-plus windfall on Maduro's capture », Reuters, 6 janvier 2026.

(3) « Les États-Unis frappent l'Iran par... ? », <https://polymarket.com>

(4) « Ali Khamenei out as Supreme Leader ? », <https://kalshi.com>



M 02136 - 868 - F : 5,90 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique : 3 550 CFA, Allemagne : 6,90 €, Andorre : 6,90 €, Antilles : 5,80 €, Belgique : 6,90 €, Canada : 11,50 \$, Espagne : 6,90 €, Grèce : 6,90 €, Hongrie : 2 828 HUF, Italie : 6,90 €, Japon : 2 100 ¥, Luxembourg : 6,90 €, Maroc : 50 DH, Maurice : 9,50 €, Nouvelle-Calédonie : 1 000 XPF, Pays-Bas : 9 €, Portugal cont. : 6,90 €, Réunion : 5,80 €, Royaume-Uni : 5,99 £, Suisse : 9,90 CHF, Tunisie : 6,80 DT.